

Islamophobie, ça dérape encore

Par
**FRANTZ
DURUPT**

Après les attentats qui ont frappé Paris et Saint-Denis, ils avaient «envie de faire quelque chose», ont expliqué deux jeunes hommes le 25 novembre au tribunal correctionnel de Coutances (Basse-Normandie) : ce «quelque chose» a consisté à tirer sur un kebab, faute de mosquée dans les environs. Dans la nuit du 19 au 20 novembre, à Avranches, à bord d'une voiture dont ils ont tenté de masquer l'immatriculation, ils ont visé, au fusil de chasse, la vitrine d'un restaurateur dont le seul tort serait, à leurs yeux, d'être d'origine turque, donc assimilé à l'islam, donc à l'islamisme, donc au terrorisme. Jugés en comparution immédiate, reconnus coupables de dégradation du bien d'autrui aggravée par un motif raciste, ils ont écopé de deux ans de prison dont un ferme. Et leur acte a intégré la liste des 35 agressions et menaces islamophobes



L'après-13 Novembre
Depuis les attentats,
35 agressions et menaces
contre les musulmans ont
été recensées en France.
Une statistique en hausse
«sensible», comme
après «Charlie».

relevées dans les quatorze jours qui ont suivi les attentats du 13 Novembre, selon un bilan de la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme (Dilcra). Les données de l'Observatoire national contre l'islamophobie, rattaché au Conseil français du culte musulman (CFCM), sont similaires: 34 actes en dix jours.

Dans tous les cas, c'est une hausse sensible par rapport à la «normale», mais c'est également, soulignent le gouvernement et le CFCM, une nette baisse par rapport au mois de janvier: après les attentats contre Charlie et l'Hyper Cacher, 116 actes racistes de ce genre avaient été déplorés en deux semaines. Comment expliquer cette relative «amélioration»? Gilles Clavreul, président de la Dilcra, interrogé par Libération, voit deux pistes: «la protection policière de mille lieux

de culte» et «un effet de prise de conscience citoyenne». «Le discours d'amalgame de l'extrême droite prend, mais ne se traduit pas dans la violence», avance-t-il. Il n'en reste pas moins que

parmi les faits relevés, certains sont graves, comme l'agression d'une femme voilée à Marseille, le 18 novembre. Un homme de 20 ans, opérant un lien entre le foulard de cette femme et les attentats commis à Paris, lui a donné un coup de poing et un coup de cutter au thorax.

Sur les 35 actes recensés par la Dilcra, 7 sont des agressions physiques, les autres des messages de menace et des dégradations de lieux de culte. Surtout, ce recensement, qui tient seulement compte des faits ayant donné lieu à une plainte, dit peu de chose, en lui-même, du climat dans lequel vivent les musulmans depuis les attentats.

Souçons. C'était le mardi 17 novembre. A cette date, déjà, on a pu constater plusieurs dégradations à travers la France: à Oloron (Pyrénées-Atlantiques), une salle de prière et une boucherie halal ont été taguées avec des inscriptions comme «La France réveille-toi», dès la nuit des attentats. A Pontarlier (Doubs), on a déposé du jambon et du lard devant la porte d'entrée d'une mosquée. A Créteil, des croix ont été faites à la peinture rouge, là aussi sur une mosquée. Place de la République à Paris, on rencontre Ahmed, un Egyptien vivant en France depuis cinq ans. Il raconte qu'en quatre jours, il a été contrôlé cinq fois par la police. Dans le cadre de l'état d'urgence, cette dernière se lâche: parmi les nombreuses perquisitions menées ces derniers jours, certaines suscitent l'incompréhension, telle celle visant plusieurs mosquées de France (Gennevilliers, Pontoise) ou des librairies musulmanes (Argenteuil), sans que cela conduise à des mises en examen. De nombreuses personnes, soupçonnées d'être liées aux milieux islamistes, sont également assignées à résidence, sans comprendre pourquoi. «Dans le métro, quand j'ouvre mon sac pour prendre quelque chose dedans, on me regarde comme ça», raconte aussi Ahmed, en mimant de grands yeux effrayés. L'avant-veille, il devait récupérer les clés d'un studio dont il avait obtenu la location avant les attentats, mais «le propriétaire a annulé. Il m'a dit "avec ce qui s'est passé vendredi, j'ai pas confiance dans les Arabes, les musulmans"». Ainsi, dans la vie quotidienne, dans la rue, sur Internet des gens donnent libre cours à la parole raciste. Parfois le propos est brut de décoffrage: certains disent qu'il faudrait virer tous les Arabes, voire en décapiter quelques-uns. Et puis il y a les commentaires plus sournois, qui veillent à échapper à l'accusation frontale de racisme. Les réseaux sociaux bruissent de tweets ironiques sur le «padamalgam», d'analyses profondes relevant que «100% des terroristes de vendredi étaient musulmans», et de réflexions mélangeant l'islam, l'islamisme et la question du voile des femmes.

A la télévision aussi, on a pu entendre de drôles d'arguments, par exemple dans la bouche du journaliste Mohamed Sifaoui: le 18 novembre, au cours d'une édition spéciale sur France 2, il s'en est pris à Latifa Ibn Ziaten, la mère d'un soldat assassiné par Mohamed Merah, en s'indignant qu'elle intervienne dans les éco-

les pour lutter contre la radicalisation la tête couverte d'un foulard... «Ce n'est pas parce qu'une personne perd son fils - et il y en a beaucoup, des centaines de personnes - qu'on va la faire sortir de ses fourneaux pour en faire une égrérie de la lutte antiterroriste», a-t-il tranquillement lancé, laissant le présentateur Julian Buglier gêné, mais impuissant. Il était presque 20 heures.

Désolidarisation. Et puis il y a, évidemment, la fameuse «désolidarisation». Comme en janvier, les musulmans devraient dire plus fort que leurs concitoyens à quel point ils ne sont pas d'accord avec les terroristes. La demande vient bien sûr de personnalités habituées à batailler contre l'islam, comme Ivan Rioufol ou Philippe de Villiers, mais aussi de responsables politiques plus «modérés», comme Manuel Valls ou Alain Juppé. «Les Français musulmans doivent dire clairement qu'ils n'ont rien à voir avec ces barbares de l'Etat islamique», a dit le maire de Bordeaux, le 17 novembre sur RMC, alors qu'une adolescente avait été agressée la veille à Toulouse, se faisant traiter de «terroriste», selon des informations policières recueillies par France 3 Midi-Pyrénées. «Se désolidariser de quelqu'un suppose une solidarité antérieure avec cette personne», a rappelé, dans une tribune publiée sur Libération.fr, le consultant Hatem Nafti. «Sous-entendez-vous que nos compatriotes musulmans seraient secrètement ravis des tueries? Sont-ils présumés coupables de complicité?», interroge-t-il. D'autant qu'il suffit, depuis deux semaines, d'ouvrir les yeux et les oreilles. Place de la République, on voit toute la journée des musulmans, portant des panneaux, rappelant leur opposition aux attentats, disant leur douleur. L'autre fois, on y a croisé un groupe d'Iraniennes voilées, venues chanter la Marseillaise. Se désolidariser? A peine les avait-on abordés qu'Ahmed, puis un couple de réfugiés syriens arrivés en France il y a neuf mois pour «fuir ce qui arrive maintenant ici», ont commencé par dire que les attentats, «ce n'est pas l'islam». Dans le Coran, «tuer une personne, c'est tuer l'humanité tout entière» soulignent-ils. Vendredi 20 novembre, les imams de toutes les mosquées étaient invités par le CFCM à consacrer leur prière aux attentats: «Nous ne devons jamais nous laisser de dire et redire haut et fort que l'islam authentique est à des années-lumière de l'idéologie de haine de ces criminels terroristes», disait le texte qui leur est parvenu. Ce dimanche encore, à l'Institut du monde arabe (Paris), 400 responsables musulmans sont venus de toute la France, à l'initiative du CFCM à nouveau, pour appeler à l'unité et à lutter fermement contre le terrorisme. Le 25 novembre, Alain Juppé pouvait afficher sa satisfaction: «Merci à tous nos compatriotes musulmans qui ont entendu notre appel en proclamant "leur attachement indéfectible au pacte républicain".»

Antisémitisme. Aux côtés des musulmans, d'autres subissent également une double peine: les juifs. Ainsi, et toujours comme en janvier, les théories complotistes n'ont pas tardé à fleurir, par exemple chez les suiveurs d'Alain Soral. Kontre Kulture, la maison d'édition du polémiste d'extrême droite, a ainsi partagé sur Facebook une courte démon-

stration faisant le lien entre ces «faits»: «Daech est une création Israël-CIA», «Hollande, Fabius et d'autres sont d'origine juive», et «Israël-USA veulent [...] dominer le monde». Conclusion: «Que vous faut-il de plus pour comprendre que vous êtes manipulés?»

Concrétisation de cet antisémitisme dans les actes: le 18 novembre, un professeur d'une école juive de Marseille a été agressé au couteau par trois hommes proférant des insultes antisémites et exhibant un tee-shirt estampillé «Daech».

Le lendemain, lors de la remise à Latifa Ibn Ziaten du prix de la Fondation Chirac pour la prévention des conflits, François Hollande a condamné l'ensemble des actes racistes survenus après les attentats: «Nous devons être d'une terrible, impitoyable même, réaction, parce que c'est l'ensemble de la communauté nationale qui est concernée.» Le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, a dit à l'issue d'une rencontre avec Anouar Kbi-boch, le président du CFCM, son «absolue détermination à lutter contre tous les actes antimusulmans», sans toutefois faire état d'un programme particulièrement élaboré en la matière. Mais tout de même, tout n'est pas noir. A Avranches, des dizaines d'habitants ont manifesté leur soutien au propriétaire du kebab. La gigantesque centrifugeuse à émotions qu'est devenue la place de la République depuis janvier a aussi vu des distributions de câlins aux musulmans. Le couple de réfugiés syriens trouve notre pays formidable: «Les gens sont tous gentils avec nous.» Ahmed, lui, est resté stoïque: «C'est normal que les gens réagissent comme ça, je ne leur en veux pas, ça va durer quelques jours.»

«Dans le métro, quand j'ouvre mon sac pour prendre quelque chose, on me regarde comme ça.»

AHMED Egyptien vivant en France depuis 2010, mimant des yeux effrayés



un câlin». PHOTO DAVID MAUREL

Les informés de France Info

Une émission de Jean-Mathieu Pernin, du lundi au vendredi, de 20h à 21h. Chaque mardi avec

Libération

